



PARIS

À PRENDRE

pour la justice climatique
rejoins-nous sur www.parisaprendre.be

CNCD

11.11.11

UN COMBAT DE PLEINS DROITS

1. RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, ON EN EST OÙ ?

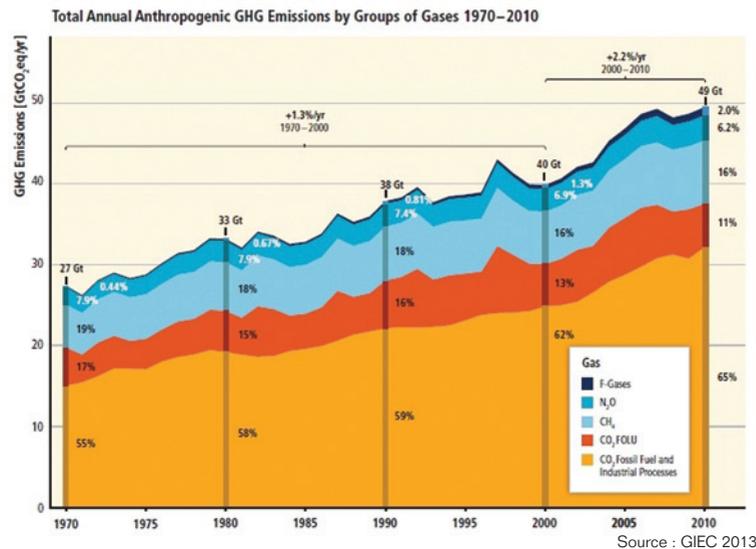


Le climat se réchauffe, c'est un fait bien établi. Mais une autre certitude scientifique se renforce au fil des ans et des études : c'est l'activité humaine qui est la principale responsable du réchauffement climatique.

“L'influence de l'homme sur le système climatique est claire et en augmentation”: voilà les mots qui introduisent le communiqué du Groupe Intergouvernemental d'Expertise sur le Climat (GIEC) suite à la publication de son cinquième rapport sur les changements climatiques, qui a été produit par plus de 800 scientifiques à travers le monde et constitue l'étude la plus complète jamais réalisée sur le sujet. **Les conséquences seront irréversibles et dangereuses**, nous avertit-il, **mais** il existe cependant des options pour en limiter les effets.

Ce rapport refuse donc tout fatalisme : **il est encore temps de changer les choses, il faut passer à l'action dès maintenant !**

Va-t-on dans le bon sens ? Non car nous continuons à émettre de plus en plus de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale. Il est plus qu'urgent d'inverser cette tendance.



Pour rester en-dessous d'une augmentation de la température moyenne de la planète de 2°C en comparaison à l'époque préindustrielle, nos émissions sur le plan mondial devraient diminuer de 40 à 70% entre 2010 et 2050 et tomber à 0 ou moins¹ d'ici 2100².

Le réchauffement est déjà une réalité et, pour limiter ses effets, **il faut évidemment atténuer fortement nos émissions de gaz à effet de serre, mais il faudra aussi s'adapter aux changements climatiques déjà en cours.**

1. Il est en effet possible de réduire nos émissions en dessous de 0% : la planète absorbe alors une quantité plus importante de GES que ce qui est émis dans l'atmosphère (via les océans, la végétation).

2. M.R.K. Pachauri, Communiqué de presse du GIEC, 2 novembre 2014.

2. RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT

Le réchauffement climatique entraîne une **multitude de phénomènes dommageables pour la nature et pour l'être humain** : augmentation de l'intensité et de la fréquence des événements climatiques extrêmes, augmentation du niveau de la mer, changement de la répartition géographique de la pluviosité, de sa fréquence et de son intensité, fonte des glaciers. Les conséquences, notamment sur la productivité de l'agriculture et l'accès à l'eau, sont majeures. **Il en résulte de plus grandes difficultés d'accès à l'alimentation et à l'eau potable pour de nombreuses communautés et une accentuation de la pauvreté mondiale et des inégalités.**

Tous les habitants du globe sont ainsi dans le même bateau... mais pas forcément dans la même classe... **Qui sont les principales victimes des changements climatiques ? Ce sont les populations des pays du Sud et les groupes de population les plus vulnérables** (les populations les plus pauvres et, parmi elles, les enfants, les femmes et les personnes âgées) **qui y habitent.**

En effet, de nombreux pays en développement sont et seront particulièrement exposés aux dérèglements climatiques (Afrique subsaharienne, région andine). De plus, les pays sont **d'autant plus touchés qu'ils manquent de moyens pour s'adapter**, pour faire face aux conséquences du réchauffement. Ce sont donc **les pays du Sud qui paient principalement la facture climatique.**

Ce ne sont pourtant pas eux qui, historiquement, portent la responsabilité du réchauffement. Étant donné que le gaz carbonique s'accumule et stagne pendant 50 à 200 ans, une grande partie des GES présents aujourd'hui dans l'atmosphère est donc imputable aux pays historiquement industrialisés. Outre l'aspect historique, ce groupe émet encore aujourd'hui 35%³ des GES alors qu'il ne représente qu'un cinquième de la population mondiale⁴.

Ce calcul se fait sans compter l'ensemble des émissions produites ailleurs, mais pour des biens consommés au sein de ce groupe de pays⁵, ce qui gonfle d'autant plus leur responsabilité.

Un accord climatique juste implique non seulement de **diminuer drastiquement les émissions** des pays industrialisés et des pays émergents **mais aussi de financer l'atténuation et l'adaptation** des pays très vulnérables aux effets des dérèglements.



3. Calcul effectué sur base des chiffres du Global Carbon Atlas et il inclut les pays suivants : pays de l'Union Européenne, États-Unis, Japon, Australie, Canada, Russie.

4. La Chine est devenue aujourd'hui le plus gros émetteur : elle émet 25% des GES pour une population qui équivaut à un cinquième de la population.

5. Il s'agit de la question des émissions importées, qui augmente la responsabilité des "pays développés".

Consultez ce dossier pour plus d'informations : http://www.rac-f.org/IMG/pdf/EMISSIONS-IMPORTEES_RAC-Ademe-Citepa.pdf

3. EN DÉCEMBRE 2015 : LA COP 21 À PARIS



Une action au niveau international est indispensable : en effet, comme le disait le président du GIEC lors de la sortie du dernier rapport, **“on ne pourra lutter contre les changements climatiques que grâce à des réponses coopératives et notamment à une coopération internationale”**⁶. L'objectif de cette conférence à Paris est de conclure LE nouvel accord mondial pour le climat.

Le Protocole de Kyoto (nom de l'accord actuel) **a d'énormes limites** : bien qu'il soit juridiquement contraignant, il n'engage plus aujourd'hui que l'Union européenne et quelques États et laisse notamment les deux plus gros émetteurs de GES de côté (Chine et USA). Il ne permet pas non plus de limiter à 2°C l'augmentation de la température due à l'activité humaine.

De plus, ce protocole touche bientôt à sa fin. L'ambition affichée depuis la conférence de Durban en 2011 **est d'arriver à un accord post-Kyoto lors de la conférence de Paris de 2015**. L'enjeu est donc de taille et tous les espoirs s'orientent vers la conclusion d'un accord qui soit **mondial, ambitieux, équitable et contraignant**.

Force est de constater que la COP 20 à Lima a abouti à un accord minimal... il est donc essentiel de faire bouger les lignes. **Mobilisons-nous pour demander plus d'ambition politique et faire pencher la balance vers la justice climatique** : justice pour les populations du Sud, et pour les générations futures !

N'oublions pas non plus que, s'il est important de se mobiliser à Paris, ce n'est qu'une étape d'une mobilisation permanente et à grande échelle en vue d'une **transition écologique et sociale qui transformera en profondeur nos modes de production et de consommation**. En effet, “la moindre décision politique, économique ou financière, le moindre comportement individuel doit s'analyser à la lumière de problèmes plus globaux : le climat, la lutte contre la pauvreté, la solidarité, la préservation de l'environnement”⁷.

Conjuguer action locale et action globale est la seule manière d'arriver à un changement car ces deux types d'actions sont interdépendants. **Au-delà de toutes les actions individuelles et locales, saisissons-nous de l'opportunité historique de ce sommet à Paris pour réclamer haut et fort que c'est au système de changer, pas au climat.**

6. M.R.K. Pachauri, Communiqué de presse du GIEC, 2 novembre 2014.

7. M. de Muelenaare, Le soir 15/12/14

4. QUE VOULONS-NOUS?

Pour la société civile belge, l'accord devra être **contraignant** sur base légale pour tous les pays, **ambitieux** pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et **solidaire** avec les pays vulnérables aux aléas climatiques.

Pour ce faire, les États doivent s'engager à :

- **Atténuer le réchauffement global** et à réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre
- **Aider les pays vulnérables** aux impacts des changements climatiques (adaptation et reconnaissance des pertes et préjudices subis)
- **Partager les technologies** nécessaires pour favoriser une transition juste et équitable
- **Financer** la lutte contre les changements climatiques

Il faudra donc **dépasser les “appels à l'action” pour démontrer un passage à l'action**, et par là une réelle ambition politique. C'est pour pousser nos décideurs politiques à franchir ce pas que la société civile se prépare : nous devons faire entendre notre voix⁸!



MOBILISONS-NOUS!

Le CNCD-11.11.11 via sa campagne "Paris à prendre" entend mobiliser largement les citoyens belges et les mouvements Nord-Sud en vue des futures négociations à Paris. **Pour aboutir à un accord ambitieux et contraignant, nous devons être nombreux.**

Avec le Climate Express, mouvement citoyen qui organise les départs (en train, bus et vélos) vers Paris, nous comptons être plus de 10 000 citoyens belges dans la capitale française.

Contactez-nous sans attendre pour prendre part à la dynamique :
contact@parisaprendre.be

Et rendez-vous sur

www.parisaprendre.be

pour plus d'informations.

Editeur responsable : Arnaud Zacharie, 9 Quai du commerce, 1000 Bruxelles

